# Justificatif de parution

*Justificatif généré le 07/06/2023*

Support de parution : Actu-Juridique.fr

Date de parution : 07/06/2023
Département : (75) Paris
URL de l'annonce : www.actu-juridique.fr/a/676807
N° d'annonce : 676807

Votre justificatif de parution pour votre annonce n°676807 parue sur notre support actu-juridique.fr le 2023-06-07.



EURO-QUALITY SYSTEM
ISO 9001

Habilitation : Le support Actu-Juridique.fr est habilité à publier les annonces judiciaires et légales pour l'année 2022 dans les départements de Paris - 75 (arrêté du 30/12/2021), Seine-et-Marne - 77 (arrêté du 10/12/2021), Yvelines - 78 (arrêté du 28/12/2021), Essone - 91 (arrêté du13/12/2021), Hauts-de-Seine - 92 (arrêté du 16/12/2021), Seine-Saint-Denis - 93 (arrêté du 22/12/2021), Val-de-Marne - 94 (arrêté du 31/12/2021) et Val d'Oise - 95 (arrêté du 24/12/2021)

07/06/2023

676807

# SOGEFOM

**SOCIÉTÉ DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE D'OUTRE-MER**

Société Anonyme au capital de 1 102 208,00 euros

Siège social : **5, rue Roland Barthes - 75012 PARIS**

399 355 916 R.C.S. PARIS

Exercice social du 01/01/2022 au 31/12/2022

Comptes annuels approuvés par l'A.G.O. du 23 mai 2023

## BILAN AU 31 DECEMBRE 2022 (en Keuros)

| ACTIF | Note | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|---|
| Créances sur les établissements de crédit | 1 | 36 653 | 34 389 |
| - A vue | | 12 397 | 11 529 |
| . Dont pour compte de tiers | | 4 621 | 2 880 |
| - A terme | | 24 256 | 22 861 |
| . Dont pour compte de tiers | | 1 854 | 5 912 |
| Opérations avec la clientèle | 2 | 1 136 | 1 079 |
| Immobilisations incorporelles | 3 | 4 | 4 |
| Autres actifs | 5 | - 0 | 33 |
| Comptes de régularisation | 6 | 16 362 | 14 056 |
| - Dont pour compte de tiers | | 1 557 | 28 |
| TOTAL ACTIF | | 54 155 | 49 562 |

| PASSIF | Note | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|---|
| Autres passifs | 7 | 27 | 20 |
| Comptes de régularisation | 8 | 1 865 | 1 730 |
| - Dont entreprises liées | | 671 | 671 |
| - Dont pour compte de tiers | | 109 | 62 |
| Provisions | 9 | 11 627 | 8 182 |
| Avances subventions et fonds publics affectés | 10 | 30 531 | 28 907 |
| Capitaux propres hors FRBG | 11 | 10 106 | 10 723 |
| - Capital souscrit | 11 | 1 102 | 1 102 |
| - Réserves | 11 | 9 621 | 10 668 |
| - Résultat de l'exercice | 11 | - 617 | - 1 047 |
| TOTAL PASSIF | | 54 155 | 49 562 |

| HORS-BILAN | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Engagements de garantie | 135 067 | 114 763 |
| - D'ordre d'établissements de crédit | 135 067 | 114 763 |
| . Dont pour compte de tiers | 9 526 | 9 700 |
| . Dont douteux | 14 186 | 8 708 |
| TOTAL ENGAGEMENTS DONNÉS | 135 067 | 114 763 |

| COMPTE DE RESULTAT (en Keuros) | Note | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|---|
| Intérêts et produits assimilés : | | | |
| - Sur opérations avec les éts de crédit | 12 | 276 | 314 |
| Commissions | 13 | 1 107 | 955 |
| Autres produits d'exploitation bancaire | 14 | 4 034 | 107 |
| Autres charges d'exploitation bancaire | 15 | - 3 | - 2 |
| PRODUIT NET BANCAIRE | | 5 414 | 1 375 |
| Autres frais administratifs | 16 | 2 057 | 2 449 |
| - Dont entreprises liées | | 1 972 | 2 316 |
| RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION | | 3 358 | - 1 075 |
| Coût du risque | 17 | - 3 962 | 28 |
| RÉSUL. D'EXPL. ET RÉSUL. COUR. AV. IMPÔT | | - 604 | - 1 047 |
| Résultat exceptionnel | | 1 | 0 |
| Impôt sur les bénéfices | 18 | - 15 | 0 |
| RÉSULTAT NET | | - 617 | - 1 047 |

## ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX 2022

### 1 - ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

En avril, une dotation de 4 M€ a été apportée par l'**É**tat afin de permettre la poursuite de l'activité de l'année 2022. Cette dotation est destinée uniquement à la couverture des besoins financiers liés à l'émission de garanties, les frais de fonctionnement de la SOGEFOM ne peuvent être imputés sur cette dotation.

### 2 - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de la SOGEFOM sont présentés selon les principes comptables applicables en France aux établissements de crédit, conformément au règlement de l'ANC 2014-07 du 26/11/2014. Les textes ont été appliqués dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes et indépendance des exercices.

**a) Les créances sur les établissements de crédit**

Les créances sur les établissements de crédit concernent des opérations de placement de trésorerie chez les établissements de crédit. Les intérêts courus non échus y sont rattachés.

**b) Les créances douteuses**

Depuis le 01/01/2000, les règlements des garanties compromises sont imputés en créances douteuses, dans l'attente des remboursements éventuels. En application du règlement 2014-07 de l'ANC, les pertes probables avérées sont dépréciées au titre d'engagements individuels et correspondent aux montants de garantie restant à couvrir au moment du règlement.

**Encours douteux compromis**

Il s'agit des encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquels aucun reclassement en encours sain n'est prévisible. Les créances détenues sur la clientèle au 31/12/2022 sont classées en encours douteux compromis pour leur totalité 8,9 M€.

**Encours restructurés à des conditions hors marché**

Ils doivent être identifiés au sein de l'encours sain. La Société n'a recensé aucun encours restructuré à des conditions hors marché au cours de l'exercice 2022.

**c) Les immobilisations incorporelles et corporelles**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition ; les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur une durée de : 3 ans pour le matériel et les logiciels informatiques ; 5 ans pour les frais d'établissement.

**d) La comptabilisation des engagements de garantie d'ordre de la clientèle**

Les engagements de garantie d'ordre de la clientèle devenus douteux restent au sein des engagements de garantie en hors-bilan pour leur montant brut.

**e) Provision pour risques de crédit**

Le risque de crédit peut être appréciée sur une base individuelle ou sur une base collective. Dans le cadre de cette appréciation, SOGEFOM s'appuie sur la méthodologie inspirée des normes IFRS 9. Cette norme repose sur une classification en 3 catégories distinctes (appelées aussi « stages ») selon l'évolution, dès l'origine, du risque de crédit attaché à l'actif. La méthode de calcul de la provision collective diffère selon l'appartenance à l'un de ces 3 stages. L'appartenance à chacune de ces catégories est définie de la façon suivante : Stage 1 : regroupe les actifs « sains » et n'ayant pas subi de dégradation du risque de contrepartie depuis leur mise en place. Le mode de calcul de la provision est basé sur les pertes attendues (Expected Loss) sur un horizon de 12 mois ; Stage 2 : regroupe les actifs sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit a été observée depuis la comptabilisation initiale. Le mode de calcul de la provision est basé statistiquement sur les pertes attendues à maturité (Expected Loss) ; Stage 3 : regroupe les actifs pour lesquels il existe un indicateur objectif de dépréciation (identique à la notion de défaut actuellement retenue par le Groupe pour apprécier l'existence d'un indice objectif de dépréciation). Le mode de calcul de la provision est basé sur les pertes attendues (Expected Loss) sur la maturité de l'opération.

**Les subventions**

*Subvention d'investissement*

Les subventions d'investissement correspondent à des dotations accordées par l'Etat afin de couvrir les risques de crédit liés l'activité de la SOGEFOM. Ces dotations sont définitivement acquises au fur et à mesure de leur utilisation, leur solde ayant vocation à être restitués à l'Etat, totalement en cas de cessation d'activités, ou a due concurrence en cas de disparition d'une des activités (ou section bénéficiaire d'une dotation). Les subventions d'investissements destinées à couvrir les risques des garanties octroyées s'élèvent à 25,4 M€. La couverture des risques nés de l'activité de la société se traduit par la comptabilisation d'un produit à recevoir qui sera prélevé au final sur cette subvention. Celui-ci vient compenser la dotation aux provisions pour risques et charges et la dotation pour dépréciation des créances douteuses. Le produit n'est prélevé sur la subvention qu'au moment du passage en perte définitif. Cependant, dès la constitution d'une provision, un produit à recevoir de même montant est constaté afin de couvrir la charge.

*Fonds publics affectés*

Les fonds publics affectés correspondent à des dotations versées par les collectivités afin de couvrir les risques liés à l'activité des fonds gérés. Ces dotations sont définitivement acquises au fur et à mesure de leur utilisation, leur solde ayant vocation à être restitués aux collectivités, totalement en cas de cessation d'activités, ou a due concurrence en cas de disparition d'une des activités (ou section bénéficiaire d'une dotation). Les subventions des fonds publics affectés destinées à couvrir les risques des garanties octroyés s'élèvent à 5,2 M€.

**h) Le hors-bilan**

Le hors-bilan est composé des engagements de garantie d'ordre à la clientèle.

### 3 - ÉVÈNEMENT SIGNIFICATIF POSTÉRIEUR AU 31/12/2022

Aucun autre élément significatif, postérieur à la date du 31/12/2022 n'est intervenu.

### 4 - AUTRES INFORMATIONS

Les comptes de la Société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale dans les comptes consolidés de l'AFD (Agence Française de Développement), établissement public à caractère industriel ou commercial, ayant son siège social à Paris, 5, rue Roland Barthes, immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 775 665 599. L'AFD détient 58,7 % de la SOGEFOM au 31/12/2022.

### II - INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LES POSTES DES ÉTATS PUBLIABLES (en milliers d'euros)

**Note 1. Créances sur les établissements de crédit**

| Créances sur les établissements de crédit | 31/12/2022 | | | 31/12/2021 | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Intérêts courus | Capital corres. | Total au bilan | Intérêts courus | Capital corresp. | Total au bilan |
| A vue | 0 | 12 397 | 12 397 | 0 | 11 529 | 11 529 |
| - Dont fonds gérés | 0 | 4 621 | 4 621 | 0 | 2 880 | 2 880 |
| A terme | 468 | 23 788 | 24 256 | 986 | 21 874 | 22 861 |
| - Dont fonds gérés | 10 | 1 844 | 1 854 | 46 | 5 866 | 5 912 |
| TOTAL À L'ACTIF | 468 | 36 184 | 36 653 | 986 | 33 403 | 34 389 |

**Ventilation selon la durée résiduelle**

Créances à terme, De 3 mois à 1 an et total : 23 788.

**Note 2. Créances sur la clientèle**

| Créances sur la clientèle | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Créances douteuses | 8 866 | 9 544 |
| - Dont créances douteuses compromises | 8 866 | 9 544 |
| Dépréciation | 7 730 | 8 464 |
| TOTAL NET À L'ACTIF | 1 136 | 1 079 |

| Dépréciation des créances sur la clientèle | Dépréc. 31/12/2021 | Dotations | Reprises utilisées | Dotation nette | Dépréc. 31/12/2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Dépréc. sur garanties compromises | 8 464 | 1 037 | 1 771 | - 734 | 7 730 |
| TOTAL À L'ACTIF | 8 464 | 1 037 | 1 771 | - 734 | 7 730 |

**Note 3. Immobilisations incorporelles**

Immobilisations incorporelles, Brut 31/12/2021 et 31/12/2022 : 24, Dépréciations et amortissements : - 20, Net 31/12/2022 : 4.

**Note 4. Immobilisations corporelles**

Immobilisations corporelles, Brut 31/12/2021 et 31/12/2022 : 4, Dépréciations et amortissements : - 4.

**Note 5. Autres actifs**

31/12/2021. Créance d'IS et Total : 33.

| Note 6. Comptes de régularisation actif | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Produits à recevoir subvention investissement | 15 124 | 12 488 |
| - Polynésie Française | 8 931 | 6 788 |
| - Nouvelle Calédonie | 6 172 | 5 685 |
| - Wallis & Futuna | 21 | 16 |
| Produits à recevoir divers | 1 238 | 1 568 |
| - Polynésie Française | 12 375 | 5 324 |
| - Nouvelle Calédonie | - 13 093 | - 4 083 |
| - Wallis & Futuna | 227 | 12 |
| - Fonds géré Provinces Sud (Nouvelle-Calédonie) - FGP | 1 451 | 2 |
| - Fonds géré Très petites entreprises - FGT | 91 | 2 |
| - Fonds géré L (Nouvelle-Calédonie) - FGL | 3 | 0 |
| - Fonds géré (Polynésie) - FGS | 0 | 14 |
| - Fonds géré Province Nord (Nouvelle-Calédonie) - FGN | 12 | 11 |
| - Siège | 171 | 287 |
| TOTAL | 16 362 | 14 057 |

| Note 7. Autres passifs | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| État - Impôt société | 27 | 20 |
| - Polynésie Française | 9 | 5 |
| - Nouvelle Calédonie | 17 | 13 |
| - Fonds géré Province Nord (Nouvelle-Calédonie) - FGN | 1 | 1 |
| TOTAL | 27 | 20 |

| Note 8. Comptes de régularisation passif | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Charges à payer | 1 233 | 1 177 |
| - Wallis & Futuna | 19 | 18 |
| - Nouvelle-Calédonie | 167 | 589 |
| - Polynésie Française | 898 | 330 |
| - Fonds géré Habitat (Wallis & Futuna) - FGH | 11 | 5 |
| - Fonds géré Coremines (Nouvelle-Calédonie) - FGC | 3 | 1 |
| - Fonds géré Provinces Sud (Nouvelle-Calédonie) - FGP | 27 | 13 |
| - Fonds géré Province Nord (Nouvelle-Calédonie) - FGN | 28 | 9 |
| - Fonds géré Très petites entreprises - FGT | 25 | 7 |
| - Fonds géré L (Nouvelle-Calédonie) - FGI | 15 | 11 |
| - Fonds géré (Polynésie) - FGS | 0 | 15 |
| - Siège | 41 | 179 |
| Produits constatés d'avance | 632 | 553 |
| - Nouvelle-Calédonie | 196 | 150 |
| - Polynésie Française | 437 | 403 |
| TOTAL | 1 865 | 1 730 |

| Note 9. Provisions | 31/12/2021 | Dotations | Reprise | 31/12/2022 |
|---|---|---|---|---|
| Provisions | 5 639 | 4 436 | 1 209 | 8 865 |
| Provisions fonds gérés | 2 543 | 545 | 327 | 2 762 |
| TOTAL | 8 182 | 4 981 | 1 536 | 11 627 |

Les provisions pour risques et charges portent exclusivement sur les engagements hors-bilan (garanties compromises).

| Note 10. Avances subventions et fonds publics affectés | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Subventions | 25 371 | 22 692 |
| Fonds publics affectés | 5 161 | 6 215 |
| TOTAL | 30 531 | 28 907 |

La situation nette de la subvention d'investissement s'élève à 10 247 € compte tenu d'un produit à recevoir de 15 124 k€.

| Note 11. Capitaux propres | 31/12/2021 | Affect. résul. 2022 | Résultat 31/12/2022 | Reclsst | 31/12/2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| Capital souscrit | 1 102 | - | - | - | 1 102 |
| Réserve légale | 131 | - | - | - | 131 |
| Réserve ordinaire | 9 712 | - 1 047 | - | 53 | 8 717 |
| Fonds gén. de réserve | 825 | - | - | - 53 | 772 |
| Résultat | - 1 047 | 1 047 | - 617 | - | - 617 |
| TOTAL | 10 722 | 0 | - 617 | - | 10 105 |

Le capital social est divisé en 6 976 actions de même nature de 158 euros de valeur nominale chacune et confèrent à leur détenteur les droits de vote proportionnels au nombre d'actions détenues.

**Note 12. Intérêts et produits et charges assimilés**

**Désignation des produits**

Sur opérations avec les établissements de crédit, Intérêts sur compte de dépôt à terme et Total produits, 31/12/2022 : 276, 31/12/2021 : 314.

**Note 13. Commissions**

**Désignation des produits**

Sur opérations avec les établissements de crédit, Commissions sur garanties et Total produits, 31/12/2022 : 1 107, 31/12/2021 : 955.

| Note 14. Autres produits d'exploitation bancaire | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Produits de gestion des fonds gérés | 77 | 76 |
| Subventions d'investissement | 3 957 | 24 |
| Divers | 0 | 7 |
| TOTAL | 4 034 | 107 |

**Note 15. Autres charges d'exploitation bancaire**

Charges diverses et Total, 31/12/2022 : 3, 31/12/2021 : 2.

| Note 16. Autres frais administratifs | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Prestations de services AFD | 1 972 | 2 316 |
| Impôts et taxes | 10 | 108 |
| Charges diverses | 75 | 25 |
| TOTAL | 2 057 | 2 449 |

| Note 17. Coût du risque | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| Dotation dépréciations créances douteuses | - 1 003 | - 977 |
| Dotation dépréciations garanties douteuses | - 21 663 | - 16 930 |
| Dotation provisions sur risques collectifs | - 370 | - 997 |
| Reprise dépréciations créances douteuses | 1 664 | 1 249 |
| Reprise dépréciations garanties douteuses | 18 807 | 17 694 |
| Pertes sur créances | - 1 396 | - 11 |
| TOTAL | - 3 962 | 28 |

**Note 18. Résultat courant après impôt**

Ventilation. Résultat courant, Résultat comptable avant impôt (a) : - 631, Impôt dû (après déduction des avoirs fiscaux) (b) : 15. Résultat comptable après impôt (a)-(b) : - 617, Résultat global, Résultat comptable avant impôt (a) : - 631, Résultat comptable après impôt (a)-(b) : - 617.

| Note 19. Ventilation géographique du chiffre d'affaires | 31/12/2022 | 31/12/2021 |
|---|---|---|
| T.O.M. | 1 461 | 1 346 |
| - Polynésie | 1 033 | 838 |
| - Nouvelle-Calédonie | 403 | 491 |
| - Wallis et Futuna | 25 | 18 |
| TOTAL | 1 461 | 1 346 |

## AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2022

L'Assemblée Générale Ordinaire, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'imputer le résultat de l'exercice 2022, qui s'élève à - 617 311,45 €, sur la Réserve ordinaire : Réserve ordinaire : - 617 311,45 €.

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SOCIÉTÉ DE GESTION DES FONDS DE GARANTIE D'OUTRE-MER - SOGEFOM S.A., relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

**Fondement de l'opinion**

***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport.

**Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice. Votre société constitue des dépréciations et des provisions pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités comme décrit dans la note 2.e) « Provisions pour risques de crédit » de l'annexe aux comptes sociaux. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture à l'actif par des dépréciations déterminées sur base individuelle, et au passif, par des provisions. Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

**Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

***Informations relatives au gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

**Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs. Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité. Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

**Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre : il identifie et évalue les risques que les comptes

annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ; il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ; il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ; il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris - La Défense, le 5 mai 2023
KPMG S.A.
Valéry FOUSSÉ
Associé

Le rapport de gestion est à la disposition du public au siège social de la société : 5, rue Roland Barthes - PARIS 12e.